

Transitions



✕ L'addition salée
de notre assiette

iles de paix



Pour faire un don



BELGIQUE

**Déduction fiscale
à partir de 40 € par an**

Banque de la Poste >
BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis >
BE04 2400 2962 6531
CBC > BE30 1963 6001 1111



GD LUXEMBOURG

**Déduction fiscale
à partir de 120 € par an**

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000
Communication
" Iles de Paix Luxembourg "

Iles de Paix Luxembourg
202, rte de Luxembourg
L-7241 Bereldange
T +352 621 815 458
info@ilesdepaix.lu
ilesdepaix.lu

ÉDITRICE RESPONSABLE /

Marie Wuestenberghs
Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

RÉDACTION /

T. Roiseux, A. Jandrain, A. Henry, F. Lagravere,
T. Conrod, N. Pieczynski, M. Wuestenberghs,
O. Genard, M. Verstraeten, A. Deliège,
M. Lambillon, C. Evrard, O. Detournaij,
T. Heuschen.

GRAPHISME /

www.studiotreize.be

IMPRESSION /

AZ PRINT
Transitions est imprimé sur du papier recyclé.

Photo de couverture : © Iles de Paix



Belgique
partenaire du développement



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement belge (DGD) et de la Fédération Wallonie-Bruxelles

INSS : 0776-8680

Édito

Manger à sa faim est un droit inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. On le sait, ce droit, pourtant fondamental, est loin d'être acquis : près d'une personne sur 10 dans le monde n'a pas accès de façon régulière à une alimentation suffisante. Iles de Paix s'attèle au quotidien à contrer cette réalité. Mais un second chiffre mérite notre attention. Il illustre une autre facette de l'accessibilité à l'alimentation, et stimule lui aussi notre action et notre engagement : plus de 4 personnes sur 10 dans le monde n'ont pas accès à une alimentation saine et de qualité, soit 3,1 milliards de personnes confrontées à cet enjeu, de plus en plus criant aujourd'hui.

L'Afrique est une des régions du monde les plus touchées par cette problématique. Elle est confrontée à ce qu'on appelle le « double fardeau de la malnutrition » : alors qu'une partie significative de la population n'a toujours pas accès à un nombre suffisant de calories, un nombre croissant de ses concitoyennes et concitoyens souffrent d'obésité. En effet, après l'Europe et l'Amérique du Nord, la diffusion des aliments transformés, voire ultra transformés, progresse rapidement dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires. Souvent, leur prix est moindre que celui des produits sains et locaux. Résultat : à l'échelle mondiale, on estime que près d'un milliard de personnes sont touchées par l'obésité. Sans parler des autres problèmes de santé qu'implique une alimentation qui manque de diversité, de nutriments et d'équilibre. Les personnes précarisées sont les plus concernées¹.

Ces nouveaux défis nous rappellent, en cette période d'élections, que nos choix de consommation sont également des choix de société. Mais aussi que les politiques publiques ont un rôle central à jouer face à ces défis de la faim et de l'accès à une alimentation saine. Cette question a toute son importance dans les débats qui animent notre démocratie en ce début d'été : une transformation des systèmes alimentaires s'avère non seulement essentielle sur le plan environnemental, mais devient aussi un enjeu majeur de justice sociale et de santé publique.

Bonne lecture... et bel été !

¹ Rendez-vous au dossier de ce numéro pour en savoir plus sur cette question de l'accessibilité financière de notre alimentation, ainsi que sur les coûts cachés de ce que nous consommons.

STÉPHANIE LALOUX

*Chargée d'appui
aux programmes
Ouganda et Tanzanie*



04 DOSSIER
L'addition salée
de notre assiette

12 PLAIDOYER
Vers des politiques
agroalimentaires plus
cohérentes en 2024 ?

13 ECOLES
Clap de Faim !

14 SOUTIEN
Nous avons besoin
de vous !

15 NEWS
Divers

DOSSIER

L'addition salée de notre assiette

En choisissant les ingrédients pour préparer un bon petit plat ou en commandant un sandwich en vitesse, nous participons aux dynamiques économiques de nos systèmes alimentaires. Un vaste ensemble de choix, de défis et de contraintes relie étroitement l'économie à notre alimentation.

Au moment de faire nos courses, les prix dans les rayons dirigent la plupart de nos choix et constituent souvent un frein important au changement. Le coût de notre alimentation est un enjeu crucial qui concerne tant les personnes qui produisent cette nourriture que celles qui la consomment, façonnant nos choix alimentaires et influençant l'ensemble de nos systèmes alimentaires. Manger, c'est voter !

Définir un prix juste pour nos aliments est donc loin d'être anodin. Car, bien plus qu'une simple transaction monétaire, le prix auquel sont achetés nos aliments reflète toute une série de choix et de préoccupations. Comment assurer une rémunération juste aux agriculteurs et agricultrices ? Est-ce que le prix affiché reflète le coût réel de l'aliment ? Est-il possible de rendre l'alimentation saine et durable accessible à tous et toutes ? Nous vous proposons de parcourir ces différentes questions dans ce dossier.

Du rayon à l'assiette : l'alimentation comme variable d'ajustement

En matière d'alimentation, une évolution frappante s'observe dans le portefeuille des ménages belges. Au début du siècle dernier, les achats alimentaires pesaient lourd dans le budget familial, représentant jusqu'à 60 % des dépenses des ménages. Si cette proportion a considérablement diminué au fil des décennies pour ne plus représenter aujourd'hui qu'environ 1/7^e des dépenses d'une famille, elle constitue néanmoins le deuxième poste de dépenses derrière les frais liés au logement. En 2022, près de 16 % du budget ont été alloués à l'achat de produits alimentaires, auxquels s'ajoutent environ 7 % du budget pour la consommation alimentaire hors du domicile, comme dans les restaurants, les cafés, les cantines, etc.

La **part du budget dédiée à l'alimentation** a donc largement diminué au fil des années, même si on observe de plus en plus fréquemment une augmentation temporaire de ces frais. En cause, l'inflation importante touchant les produits alimentaires. Par exemple, en mars 2023, un pic d'inflation a atteint des sommets : durant ce mois, les Belges ont consacré plus de 30 % de leur revenu à l'achat de nourriture, faisant temporairement de ce poste le plus important de leur budget, dépassant

même les frais de logement. Depuis lors, cette part a progressivement diminué, mais de telles périodes d'instabilité de prix sont sources d'inquiétude au sein des familles.

Face à des difficultés financières de plus en plus importantes, un nombre grandissant de personnes aborde **le contenu de l'assiette comme une variable d'ajustement dans leur budget**, rognant sur la quantité mais aussi sur la qualité de leur alimentation. Mais parfois cela ne suffit pas, alors certains sont contraints de se tourner vers l'aide alimentaire. En Belgique, on estime que 600.000 personnes ont recours aux distributions de colis, se rendent dans des restaurants sociaux ou encore dans des épiceries sociales. Car ces initiatives constituent des filets de sécurité devenus essentiels pour les populations les plus fragilisées.

Si tout ce qui est acheté n'est pas consommé à cause du gaspillage, tout ce qui est consommé n'est pas forcément acheté. Actuellement, 9,4 % des ménages belges s'alimentent en partie grâce à leur propre production. Les légumes sont en tête des produits autoconsommés.



Le prix « juste » : un équilibre chimérique ?

Chercher à proposer un prix qui soit réellement « juste » pour tous et toutes n'est pas une mince affaire. D'un côté, les consommateurs et consommatrices, notamment les plus précarisés, aspirent à des **produits alimentaires sains et abordables**. De l'autre, les agriculteurs et agricultrices réclament une **juste rémunération pour leur travail et leurs efforts**. Concilier ces deux exigences, a priori contradictoires, semble relever d'une équation insoluble dans la configuration actuelle du système alimentaire.

La **répartition du prix de vente final d'un produit alimentaire** est l'une des questions au cœur de cet épineux problème. En moyenne, seulement 13% de ce prix reviennent à la personne qui a produit l'aliment. Augmenter la part qui revient aux productrices et producteurs, sans changer l'ensemble du système, impliquerait nécessairement une hausse des prix. Cette hausse, même minime, pour permettre de garantir un revenu décent aux agriculteurs et agricultrices, pénaliserait en premier lieu les personnes précarisées, pour qui chaque euro compte. Cela pourrait avoir pour effet de les exclure d'une alimentation saine et de qualité.

Il s'agit d'un véritable nœud dans l'équation du prix juste : comment concilier une juste rémunération avec une accessibilité alimentaire pour tous et toutes ? Face à ce dilemme, de plus en plus d'initiatives émergent, **explorant des chemins de traverse pour sortir de l'impasse**.

Par exemple, les **magasins collaboratifs**, en s'appuyant sur le volontariat et la participation active de leurs clients et clientes, permettent de proposer des aliments sains issus d'une agriculture plus durable à des prix abordables, tout en garantissant une rémunération juste aux agriculteurs et agricultrices.

Autre exemple, les **achats collectifs en vrac** constituent une piste intéressante. En regroupant leurs forces et leurs achats, les acheteurs et acheteuses peuvent négocier pour obtenir des prix plus bas auprès des personnes qui ont produit leurs aliments en achetant en direct un volume plus important, lui évitant certains frais logistiques, et ainsi accéder à des produits de qualité à un coût moindre.

PART DU PRIX FINAL À LA CONSOMMATION



Graphique inspiré du rapport d'Oxfam (2018),
Derrière le code-barre, disponible sur
<https://oxfammagasinsdumonde.be/campagnes/derriere-le-code-barre>

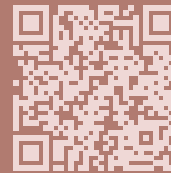




Enfin, la **sécurité sociale de l'alimentation** (SSA), un concept novateur et ambitieux, a été testée dans diverses villes, notamment à Montpellier. Son objectif : garantir un accès universel à une alimentation saine et durable. Financée par un système de solidarité similaire à celui des soins de santé, elle a le potentiel de révolutionner notre rapport à la nourriture et de briser les barrières économiques qui excluent souvent les plus fragiles. Concrètement, la sécurité sociale de l'alimentation s'appuie sur une cotisation solidaire où chaque citoyen et, chaque citoyenne contribue financièrement selon ses moyens. Ensuite, chaque personne reçoit un budget mensuel fixe qui lui permet d'acheter des produits alimentaires au sein d'une sélection issue d'une agriculture durable. En définitive, la SSA favorise un approvisionnement auprès de producteurs et productrices ayant des pratiques plus durables, en sélectionnant des points de vente privilégiant ce type de produits, ce qui valorise la qualité de leur production et leur assure un revenu plus juste.

La recherche d'un prix juste s'apparente à un cheminement complexe, où **l'équilibre entre l'accessibilité et une meilleure rémunération** reste fragile. Les initiatives citées, et bien d'autres, constituent des alternatives pour rendre l'accès à une alimentation saine et durable plus équitable. Mais ne nous y trompons pas : au-delà des solutions locales, **des changements bien plus profonds dans les systèmes alimentaires seront également nécessaires** pour assurer cette accessibilité sur le long terme.

Ressources



Envie d'en apprendre davantage sur ces pistes de solution ? Découvrez le reportage « Le blé fauché » réalisé par Télévision du Monde. Cette vidéo de 10 minutes part à la rencontre de personnes ayant connu ou vivant la « galère alimentaire ». Elle présente des alternatives pour proposer de la nourriture saine et durable aux personnes en situation de précarité. Elle est disponible sur YouTube.



Plutôt intéressé par l'expérience de la sécurité sociale de l'alimentation menée à Montpellier ? Dans ce cas, nous vous invitons à lire cet article de la revue Tchak, disponible en libre accès.

Externalités négatives : des impacts hors de prix

Quand nous arrivons à la caisse d'un magasin, assez logiquement, nous ne payons que ce qui se trouve dans notre panier. Mais ce qui reste opaque, c'est que nos achats alimentaires impliquent toute une série de coûts additionnels que nous ne payons pas directement. Grands absents des prix affichés en magasin, les **coûts cachés de l'alimentation** représentent une dimension souvent négligée mais cruciale de nos systèmes alimentaires.

Ces coûts cachés sont notamment liés à la contribution des systèmes alimentaires aux dérèglements climatiques, à la pollution des sols et des nappes phréatiques engendrée par nos modes de production et aux soins de santé rendus nécessaires suite à certains de nos modes de consommation. Pourtant, ils ne sont pas reflétés dans les prix du marché, ce qui les rend invisibles pour la personne qui achète ce produit. Ainsi, **pour chaque euro dépensé dans un achat alimentaire, un euro de coûts additionnels** non supportés par les entreprises doit être **pris en charge par la société**, ce qui se reflète finalement dans nos impôts.

Face à l'augmentation des prix et à l'inflation, la tentation est grande de rechercher des produits alimentaires à bas prix pour garantir l'accessibilité. Cependant, cette alimentation à bas coût ne l'est en réalité qu'en apparence. Un des exemples les plus parlants est celui de l'élevage porcin de grande ampleur qui polluerait la rivière se trouvant à proximité, via le rejet de lisier. Si l'entreprise ne paie pas pour rendre l'eau potable, ce sont les autorités locales, et donc l'ensemble de la société, qui doivent s'en charger.

Si les prix prenaient réellement en compte l'impact environnemental, social et sanitaire de notre modèle de production agro-industriel, ils pourraient tripler pour de nombreux aliments. Les estimations de la FAO indiquent que les coûts cachés des systèmes agroalimentaires ont dépassé les 10 000 milliards de dollars en 2020, montant qui équivaut à 10% du PIB mondial.¹

¹ Food and Agriculture Organisation. (2023). *The state of food and agriculture* : www.fao.org/3/cc7724en/cc7724en.pdf



Au Bénin et au Pérou : rendre accessible l'alimentation saine et durable

Chez Iles de Paix, la question de l'accès à une alimentation saine et durable est également au cœur de nos projets. Cela implique en premier lieu de **garantir la disponibilité physique d'aliments sains accessibles aux consommateurs en milieu rural mais également en ville**. Plusieurs initiatives ont été lancées en ce sens. Parmi elles, le showroom de Natitingou au Bénin et le Punto Verde de Huánuco au Pérou.

Au Bénin, le projet de **showroom** de RACoLoS, le Réseau des Acteurs de la Consommation Locale et Saine, offre un nouvel espace à Natitingou pour **favoriser l'accès aux produits locaux et sains, tout en soutenant les producteurs et productrices de l'Atacora**. On y retrouve notamment du riz, du maïs, du sorgho, du fonio, des fruits et légumes frais, des jus de fruits en bouteilles et même du lait de soja. En garantissant un circuit court de commercialisation, le showroom propose aux entreprises paysannes de vendre leurs produits aux mêmes prix que ceux pratiqués en vente directe, tout en appliquant une réduction par rapport aux prix d'autres points de vente où sont distribués les mêmes produits.

Le showroom a mis en place un système de prix transparents qui tiennent compte des coûts liés au conditionnement, à la conservation et au transport. Les prix pratiqués sont jugés abordables dans l'ensemble, même si, pour certains produits, ils devraient être ajustés dans le futur. L'équipe du showroom est aussi là pour accompagner les producteurs et productrices à trouver un équilibre entre rentabilité et accessibilité pour les personnes désireuses d'y faire leurs achats. Ouvert récemment, le showroom de Natitingou est déjà un succès. Les premiers retours des clients et clientes témoignent de l'intérêt croissant pour des produits locaux et de qualité.

Au Pérou, c'est au **Punto Verde** que l'on retrouve des produits de qualité à prix juste. Géré par le partenaire Islas de Paz Perú, ce marché hebdomadaire permet aux agriculteurs et agricultrices de la région de **vendre leurs produits sans passer par des intermédiaires** qui font gonfler les prix. En comparaison avec les produits conventionnels des marchés traditionnels et des supermarchés, les produits agro-



✕ Angèle Tawari,

Présidente de RACoLos

« Il est important d'avoir un espace de vente de produits locaux et sains, pour deux principales raisons. La première est de garantir un marché d'écoulement de proximité sûr et viable aux entreprises de production et de transformation ; la deuxième raison est de faciliter l'accès des produits alimentaires de première nécessité de qualité à des prix accessibles à la communauté et gage de leur bien-être. Une communauté parfaitement nourrie est un investissement sûr pour le développement de l'économie locale. »

écologiques vendus au Punto Verde se distinguent par leur qualité et leur traçabilité grâce à un **système de garantie participatif qui renforce la confiance des consommateurs et consommatrices**. Ces personnes, sensibilisées aux pratiques agroécologiques et ayant tissé des liens avec les producteurs locaux, sont prêtes à payer un prix juste pour des produits dont elles reconnaissent la qualité. Comme au showroom au Bénin, ce sont les producteurs eux-mêmes qui déterminent les prix avec l'appui d'Islas de Paz Perú en se basant sur ceux pratiqués dans les différents marchés traditionnels. Bien que les produits du Punto Verde soient généralement plus chers que sur les autres marchés, la différence demeure minime et les prix sont bien plus bas que ceux des supermarchés. Au-delà du prix, c'est également la **diversité des produits proposés** qui intéresse de plus en plus les clients. En effet, les producteurs y vendent des produits qu'on ne voit pas souvent dans les marchés traditionnels, comme le tamarillo ou le pituca, une sorte de tubercule. ●

A méditer...

Nos choix en matière d'alimentation sont souvent restreints par notre pouvoir d'achat. Dans le même temps, les prix que nous rencontrons dans les rayons ont un impact considérable sur les revenus des producteurs et productrices et l'environnement. L'attrait des aliments à bas prix cache souvent une multitude d'impacts négatifs que nous finissons par payer indirectement.

Face à la question complexe du prix juste, les consommateurs et les producteurs détiennent certains leviers d'action. Mais ils ne sont pas les seuls ! Les acteurs et actrices de la commercialisation ou encore les pouvoirs publics doivent également contribuer à rapprocher ces réalités. A nous, citoyens et citoyennes, d'encourager les initiatives locales, de soutenir les pratiques agricoles durables et de plaider pour des politiques alimentaires justes. Ce sont ces changements qui permettront la construction de systèmes alimentaires plus justes et un accès plus équitable à une alimentation saine pour toutes et tous.



Mishel Cipriano Pinedo
Volontaire Islas de Paz Peru

Plaidoyer



Vers des politiques agroalimentaires plus cohérentes en 2024 ?

© Olivier Detourmaij

Iles de Paix est membre de la **Coalition Contre la Faim (CCF)**, un réseau qui travaille sur les politiques de coopération relatives à l'agriculture et la sécurité alimentaire qui affecte la souveraineté alimentaire. La préparation des élections belges et européennes a ainsi donné du grain à moudre à Alice Jandrain, notre chargée de plaidoyer. **Entretien.**

Transitions : Quel rôle notre prochain gouvernement pourra-t-il jouer pour garantir le droit à l'alimentation pour toutes et tous ?

Alice : La mise en œuvre du droit à l'alimentation se joue à de nombreux niveaux (international, européen, fédéral, régional, communal). Le rôle du gouvernement belge est de se doter d'une vision cohérente. Il doit aligner ses différents niveaux de pouvoir et différentes matières afin de permettre à chacune et chacun d'avoir accès à une alimentation saine et de qualité, tout en construisant la souveraineté alimentaire des territoires. L'enjeu est de taille : il s'agit de construire cette vision cohérente entre les différents partis belges, de l'implémenter au sein des différents niveaux de pouvoir, et de porter cette vision au niveau européen et international.

T. : Quelles sont les demandes d'Iles de Paix et de la CCF auprès de ce nouveau gouvernement ?

A. : Nos demandes portent sur la quantité et la qualité de l'Aide Publique au Développement. Plus précisément, nous demandons à la Belgique de :

- Honorer son engagement de 2010 en consacrant 15% du budget de la coopération internationale à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Depuis une quinzaine d'années, la contribution publique belge n'a fait que diminuer alors que le nombre de personnes en insécurité alimentaire ne fait qu'augmenter ;
- Orienter ses financements vers la transition agroécologique des systèmes agraires et alimentaires, vers la lutte contre les discriminations et violences basées sur le genre et envers les autres minorités ;
- Mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des paysannes, ainsi que des autres personnes travaillant en milieu rural ;
- Soutenir des politiques commerciales, climatiques et énergétiques qui prendront en compte cette Déclaration et le Droit à l'alimentation. ●

Clap de Faim !

Dans le cadre des projets proposés régulièrement aux écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Iles de Paix a signé un partenariat d'une durée de trois ans avec la compagnie de théâtre documentaire Adoc. Leur pièce « Nourrir l'Humanité – Acte 2 » a ainsi pu être intégrée au projet Clap de Faim, un parcours pédagogique composé d'animations, de jeux de rôles et d'ateliers. Il a pour objectif de sensibiliser les élèves aux impacts de notre alimentation et d'agir.

Cette année, un subside de Bruxelles International est venu soutenir la participation de trois écoles situées dans la commune de Schaerbeek : l'Institut de la Vierge Fidèle, l'Institut Dominique Pire et le Centre Scolaire Sainte Marie de la Sagesse. Si le projet a pu puiser dans les ressources pédagogiques existantes pour proposer à chaque enseignant et enseignante le parcours qui colle au mieux à ses attentes et contraintes, une nouvelle animation pour mieux déchiffrer les systèmes agroalimentaires industriels et mondialisés a également été créée et intégrée au processus.

En fin de parcours, certains élèves ont pu visiter le Champ du Chaudron, un projet coopératif inspirant situé à Anderlecht : toutes les étapes du circuit de l'alimentation y sont réalisées au même endroit, de la production à la consommation, en passant par la récolte, la transformation et la vente. ●

NOURRIR L'HUMANITÉ – ACTE 2

Ce spectacle s'inscrit dans la continuité de « Nourrir l'Humanité, c'est un métier », créé en 2011 par le comédien et fils d'agriculteur Charles Culot. Dix ans plus tard, la compagnie Adoc a recueilli de nouveaux témoignages pour découvrir ce que sont devenus les agriculteurs et agricultrices rencontrés lors de la première création et donner la parole aux personnes, de plus en plus nombreuses, qui font le choix de produire autrement.

✕ **Inès, 4^e secondaire :**
« A travers le jeu de rôle Kilimo d'Iles de Paix, j'ai pris conscience des difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs d'Afrique de l'Est. J'ai compris qu'il n'était pas toujours facile de prendre les bonnes décisions, d'augmenter sa résilience et d'améliorer ses conditions de vie. »



Nous avons besoin de vous !

Au Burkina Faso, les populations accompagnées par le projet Wakât-Teongo depuis 2023 ont plus que jamais besoin de notre soutien !

Alors que la dégradation du contexte sécuritaire entraîne un accroissement du nombre de personnes déplacées, le Burkina Faso, à l'instar d'autres pays africains, subit également les conséquences des changements climatiques. Forte variabilité des pluies, hausse des températures extrêmes, perte de la biodiversité ou baisse du niveau de la nappe phréatique sont autant de manifestations qui entraînent des baisses de production et de revenus et conduisent irrémédiablement à une insécurité alimentaire et nutritionnelle. C'est pourquoi, il nous faut redoubler d'efforts pour accompagner la résilience des populations à travers une adaptation au changement climatique !

Avec nos partenaires locaux, nous travaillons main dans la main pour notamment :

- Accompagner les producteurs dans la protection et la fertilisation des terres agricoles au moyen de techniques agroécologiques telles que le paillage ou le compostage ;
- Encourager les producteurs dans la végétalisation des espaces de production agricole via une distribution de plants ;
- Accompagner les producteurs dans l'expérimentation de bassins de collecte des eaux de ruissellement nécessaires en cas d'épisodes de sécheresse.

Pour mener à bien ce volet sur le long terme et renforcer la résilience de 1100 ménages, nous avons besoin de vous. Chaque don compte lorsqu'il s'agit de diffuser cet apprentissage au plus grand nombre ! ●



**Au Burkina Faso,
avec 20€, vous financez
la dotation d'un ménage
en arbres à planter.**



Le 26 mai, c'était les 20 km de Bruxelles

Cette année encore, une cinquantaine de coureurs, coureuses, marcheurs et marcheuses ont participé aux 20 km de Bruxelles sous les couleurs d'Iles de Paix. Merci pour leur engagement à nos côtés et bravo pour la réalisation de ce défi sportif ! Chaque pas a compté !

Grâce à leur mobilisation, de nombreux dons ont été récoltés pour nos projets en faveur de systèmes alimentaires plus durables en Afrique, en Amérique du Sud et en Belgique.

Rendez-vous l'année prochaine pour un nouveau défi à placer sous le signe de la solidarité.

Une nouvelle course ou événement sportif en vue d'ici là ? N'hésitez pas à créer votre collecte et continuez à faire bouger les choses : collecte.ilesdepaix.org

Invitation

Venez rencontrer notre équipe pour un moment de réflexion autour de nos systèmes alimentaires, suivi d'un repas convivial au potager !

Infos pratiques

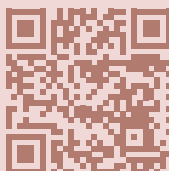
- Dimanche 16 juin dès 10h30
- Ferme de Froidmont à Rixensart
- Activité pour enfants prévue en parallèle de la conférence en matinée
- Inscription obligatoire pour le 5 juin : www.ilesdepaix.org/rencontre-16-juin
- Plus d'infos : jesoutiens@ilesdepaix.org +32 85 82 33 70
- Evènement gratuit

Matinée

- Intervention d'Alice Jandrain, chargée de recherche et de plaidoyer chez Iles de Paix, sur la thématique de la relocalisation de l'alimentation
- Lunch bio & local

Après-midi

- Visite du potager de la Ferme & activités



Vos efforts ont porté leurs fruits !



Grâce à votre énergie, **notre campagne a connu un succès remarquable**, tant sur la voie publique avec une mobilisation et un enthousiasme qui nous encouragent à toujours nous surpasser, qu'en termes de récolte de fonds. Nous sommes ravis de vous annoncer que cette année, **la campagne devrait rapporter plus de 580 920 €**. Nous vous sommes infiniment reconnaissants pour votre soutien continu.

Pour célébrer votre engagement, **nous vous invitons d'ores et déjà à la prochaine fête de lancement**, l'occasion parfaite de se réunir, d'échanger et de vous remercier. Sauvez la date dans vos agendas, **celle-ci aura lieu le samedi 5 octobre 2024 !**

Au plaisir de vous y rencontrer.

L'équipe de la campagne.

Cet été, Iles de Paix vous aide à préparer la rentrée !

Notre répertoire de ressources pédagogiques regorge d'idées pour sensibiliser les élèves des enseignements fondamental et secondaire à devenir des citoyens responsables. Que vous soyez à la maison ou à la plage cet été, n'hésitez pas à consulter ilesdepaix.org/enseignement pour vous inspirer et préparer votre année scolaire solidaire.



iles de paix

Rue du Marché, 37 · 4500 Huy
+32 85 23 02 54 · info@ilesdepaix.org
www.ilesdepaix.org

